



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service du commissariat des armées  
Plate-forme commissariat Est  
Division Achats Publics**

Location de récipients, collecte et traitement des déchets non dangereux (DND), installation, mise en service, location de compacteur, collecte et traitement des cartons, au profit du Groupement de soutien de la Base de défense de MOURMELON-MAILLY

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

Numéro de consultation : DAF\_2023\_000493

**Procédure de passation** : Appel d'offres ouvert

Article 1- DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LA PRESTATION. ....	3
1.1 Objet du marché .....	3
1.2 Conditions générales d'exécution des prestations .....	5
Article 2- MODALITES DES TACHES A EXECUTER.....	10
2.1 Périmètre des prestations.....	10
2.2 Nombre, capacité des récipients et tonnage estimatif annuel.....	10
2.3 Fréquence des ramassages .....	10
2.4 Pompage et nettoyage des cuves ou fûts à bonde .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Article 3- SUIVIS DES DECHETS .....	11
3.1 Enlèvement .....	11
3.2 Pesée .....	11
3.3 Etat mensuel .....	12
3.4 Documents relatifs aux déchets dangereux.....	12
3.5 Le registre des déchets.....	13
3.6 Dématérialisation des registres des déchets et de la transmission des BSD	13

# **CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

## **Article 1 - DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LA PRESTATION.**

### **1.1 *Objet du marché***

Le présent CCTP a pour objet de définir les différentes missions à accomplir par un opérateur économique, dans le cadre de location de récipients, de la collecte et du traitement des déchets non dangereux, installation, mise en service, location de compacteur, collecte et traitement des cartons, au profit du GSBdD de MOURMELON-MAILLY et de ses sites rattachés.

Le marché se décompose en 4 lots :

#### **Site principal - GSBdD - 54000 Mourmelon-Le-Grand**

##### **Lot 1 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux :**

- 40°RA et ses sites rattachés à 51600 SUIPPES, situé à 20 km du site principal ;
- 132°RIC (24°Groupe vétérinaire – ferme de Piémont) à 51600 SUIPPES, situé à 20 km du site principal ;

##### **Lot 2 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux :**

- ELOCA Nouvelle Génération – ZA Champ Potet à 10510 Châtres, situé à 110 km du site principal.

##### **Lot 3 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux des sites du CENZUB :**

- Quartiers d'Orléans, des Thuillots, de La Malmaison, Ex-EACAT, Jeoffrecourt et Beauséjour à 02150 SISSONNE, situé à 80 km du site principal ;

##### **Lot 4 : Installation, mise en service, location de compacteur, collecte et traitement des cartons**

- ELOCA - Nouvelle Génération – ZA Champ Potet à 10510 Châtres, situé à 110km du site principal.

Les prestations se composent de :

- prestations programmées (besoins permanents de location et de collecte),
- prestations à la demande :
  - besoins permanents de location et collecte à la demande
  - besoins de location et de collecte à la demande (prestations occasionnelles)

ex. : mise en place d'une benne pour une période donnée).

**La typologie des déchets est pour les DND (déchets non dangereux) - liste non exhaustive:**

- déchets ménagers,
- corps creux, plats, plastiques,
- bio déchets,
- papiers/carton,
- plastiques,
- tout venant,
- verres,
- bois,
- déchets verts,
- métaux ferreux,
- déchets encombrants,
- ferrailles,
- gravats,
- plastiques non recyclable,
- déjection canine,
- produits phytosanitaires,

Sont exclus tous les déchets classés dangereux selon la liste prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement.

**La typologie des déchets est pour les DD (déchets dangereux)**

A titre résiduel certains déchets dangereux seront à prendre en charge dans le lot n°1 (132°RIC) :

- Piles,
- Bidons peinture,
- bombes inertes,
- Produits phytosanitaires.

Sont concernés les DD (déchets dangereux) définis à la liste prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement relative à la classification des déchets, et identifiés par un astérisque. Le titulaire devra respecter la réglementation environnementale en vigueur.

## **1.2 Conditions générales d'exécution des prestations**

### **1.2.1 Mise à disposition permanente de contenants**

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire met à disposition des bénéficiaires les matériels nécessaires adaptés aux déchets listés et au mode de collecte proposés et conformes à la réglementation en vigueur. En aucun cas, le bénéficiaire, sauf cas de force majeur, ne peut déplacer les matériels ne lui appartenant pas, sans un accord écrit du titulaire.

### **1.2.2 Mise à disposition temporaire de contenants**

En cas de besoins supplémentaires de contenants pour les déchets prévus ou de contenants nécessaires pour des déchets non répertoriés par les unités bénéficiaires, l'autorité chargée du suivi de l'exécution du marché peut demander, par tout moyen permettant d'attester de la date, de procéder à la mise en place de ces contenants et à leur collecte. Le titulaire est tenu de mettre en place les contenants adaptés à la nature des déchets, dans les délais stipulés à l'article relatif à l'émission et l'exécution des bons de commande du CCAP. Pour les déchets non répertoriés, le dispositif prévu à l'article 9.7 s'appliquera.

### **1.2.3 Nettoyage et entretien**

A l'exception de ceux appartenant aux bénéficiaires, le titulaire est responsable de la maintenance de l'ensemble des matériels qu'il affecte à l'exécution de la prestation. Il est tenu de les remplacer en cas de défectuosité ou de mises aux normes, dès constatation faite en commun avec le service bénéficiaire et dans les délais demandés par celui-ci. Il en assure le nettoyage et la désinfection 2 fois par an pour les bennes/bacs, cependant pour les bacs ou caisses-palettes de biodéchets le nettoyage sera trimestriel. sur site ou dans les locaux du titulaire. En cas de prestation réalisée sur site, il récupère les eaux de lavage avant rejet des effluents pour traitement au moyen d'une station de lavage mobile avec récupération des eaux usées. Pour cela, le titulaire précise dans son offre s'il dispose d'une aire de lavage ou d'une station de lavage mobile avec récupération des eaux usées.

Une fiche d'exécution sera établie et fournie par le titulaire après chaque intervention de réparation, de remplacement ou de renouvellement des contenants. Celle-ci sera remise à la personne chargée du suivi de l'exécution du marché ou à son représentant (chargé de prévention ou chargé d'environnement)

### **1.2.4 Remplacement du matériel**

Le titulaire doit toujours disposer d'un matériel adapté à la nature des déchets en parfait état de fonctionnement et assurer à cet effet toutes les opérations d'entretien, de réparation et de renouvellement.

En cas de panne du véhicule assurant la collecte, le titulaire est tenu, sans supplément de prix, d'assurer la prestation dans un délai de vingt quatre heures.

En cas d'impossibilité d'utilisation d'un contenant à la suite d'un problème technique quelconque, le titulaire s'engage à remplacer le matériel défectueux, à ses frais, par un équipement équivalent dans un délai de quarante-huit heures ou à le réparer dans un délai de 15 jours.

Si l'échéance du délai tombe un samedi, dimanche ou jour férié, le remplacement aura lieu le premier jour ouvré suivant.

Si l'impossibilité d'utilisation est imputable au bénéficiaire, les frais de remplacement ou de remise en état seront à la charge de ce dernier. Pour les frais de remplacement, il sera tenu compte de la vétusté du matériel défectueux.

### 1.2.5 Marquage des contenants dans le cadre du tri sélectif

Le titulaire doit porter sur chacun des contenants, la mention des détritux qui pourront y être déposés, par le biais d'un croquis ou pictogramme. Ce marquage devra résister aux intempéries et aux chocs et être remplacé en cas de besoin.

En cas d'erreur de tri pour les déchets soumis à obligation de tri, constatée de façon contradictoire par le titulaire et les bénéficiaires, le titulaire est autorisé à appliquer :

- pour la portion inférieure à 20% du volume du récipient collecté, le prix de traitement des DIB prévu au marché ;
- pour la portion supérieure à 20% du volume du récipient collecté, le prix de déclassement figurant dans la FTVE qui se substitue au prix de traitement en centre de tri prévu au marché.

### 1.2.6 Installation, mise en place, entretien et maintenance du compacteur-ELOCA - (lot4)

Le compacteur est un équipement sur mesure qui doit pouvoir être implanté à l'extérieur avec un raccordement à la structure du bâtiment par tapis roulant couvert (**la protection du convoyeur existant est à la charge du titulaire**) en partie haute pour assurer la réception des cartons sortant de la chaîne, ainsi qu'avec un raccordement au quai afin d'assurer le chargement par le biais de bacs par le bénéficiaire en partie basse. Aucune intervention de l'entreprise n'est nécessaire à l'intérieur des bâtiments.

En aucun cas la responsabilité de l'Etat ne pourra être engagé si le titulaire ne peut installer le compacteur et ses accessoires en l'état.

La capacité souhaitée de la caisse à compaction est d'environ 30m<sup>3</sup>.

La compaction doit permettre d'optimiser le nombre de rotation et l'échange des bennes pleines.

Afin d'automatiser et d'optimiser les collectes, le matériel comporte un système de télégestion pour assurer par envoi de sms ou e-mails, la surveillance à distance en temps réel du taux de remplissage, 3/4 et 4/4, arrêt d'urgence, permettant ainsi le déclenchement des collectes.

Le compacteur est équipé d'un caisson à ouverture spéciale supplémentaire afin d'empêcher l'arrêt de la chaîne lors des opérations de vidage du compacteur

### **Contraintes techniques :**

La fourniture l'énergie nécessaire pour le fonctionnement de l'appareil est à la charge du bénéficiaire.

L'énergie et le branchement disponible sont :

63A et 380v

Le bénéficiaire ne met pas à disposition de connexion au réseau internet. Il appartient au titulaire de mettre en place le matériel pour la télégestion (WI-FI sur routeur 4G par exemple).

- **Dimension du trou dans la structure du bâtiment : à 5m du sol intérieur, hauteur 1,00 m, largeur 1,00m .**

### **Toutes les autres contraintes devront être prises en compte lors de la visite**

Le titulaire doit assurer une formation initiale (une seule fois au début du marché) à l'utilisation et aux mesures de sécurité de cet équipement au personnel utilisateur.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire met à disposition du site militaire le matériel nécessaire adapté aux cartons et au mode de collecte proposé et conforme à la réglementation en vigueur. En aucun cas, le bénéficiaire ne peut, sauf cas de force majeure, déplacer les matériels ne lui appartenant pas, sans un accord écrit du titulaire.

Dans le cadre de la mise en place d'un compacteur sur l'emprise de la BdD, il doit être précisé par le titulaire à la Base de Défense les modalités de contrôles et de visites réglementaires.

Le titulaire est responsable de l'entretien et de la maintenance (préventive et curative) de l'ensemble des matériels qu'il affecte à l'exécution de la prestation sans limitation de montant. Il est tenu de les remplacer en cas de défectuosité (sous 4 jours en cas de panne bloquante du compacteur) ou de mises aux normes, après constatation faite en commun avec le service bénéficiaire.

Une fiche d'exécution sera établie et fournie par le titulaire après chaque intervention de réparation, de remplacement ou de renouvellement du compacteur. Celle-ci sera remise à

la personne chargée du suivi de l'exécution du marché ou à son représentant (chargé de prévention ou chargé d'environnement).

En cas d'impossibilité d'utilisation du compacteur à la suite d'un problème technique quelconque, le titulaire s'engage à remplacer le matériel défectueux à ses frais, et à mettre en place un système transitoire et équivalent dans un délai de quarante-huit heures, sans surcoût pour le bénéficiaire. Le titulaire sera averti de la panne par un appel du bénéficiaire ; cet appel sera suivi d'une confirmation par courriel avec AR du représentant du GSBdD.

Si l'échéance du délai tombe un samedi, dimanche jour férié ou RTT, le remplacement aura lieu le premier jour ouvré suivant.

Si l'impossibilité d'utilisation est imputable au bénéficiaire, les frais de remplacement ou de remise en état seront à la charge de ce dernier. Pour les frais de remplacement, il sera tenu compte de la vétusté du matériel défectueux.

### **1.2.7 Contrôle du matériel**

Le titulaire procédera tous les 3 mois à une visite de contrôle des véhicules utilisés et des systèmes de compactage pour effectuer la prestation conformément à la réglementation en vigueur. Un compte rendu sera établi par le titulaire et communiqué à l'autorité chargée du suivi de l'exécution du marché. Ce dernier transmettra ce compte rendu à la PFC E à l'appui du compte rendu trimestriel.

### **1.2.8 Collecte et évacuation**

La collecte et l'évacuation des déchets sont exécutées au moyen de véhicules automobiles adaptés et conformes à la réglementation, notamment en ce qui concerne les éléments nocifs et/ou dangereux pour l'homme et l'environnement.

Concernant les déchets dangereux, le transport de marchandises dangereuses par route est réglementé par un accord européen (« ADR ») conclu le 30 septembre 1957 et l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestre (« TMD »).

La manutention des conteneurs (enlèvement et déchargement aux emplacements prévus), même ceux qui sont propriété de la formation bénéficiaire, est à la charge exclusive de la société titulaire. Elle doit donc posséder les camions et autres matériels nécessaires.

Toutes les précautions et mesures préventives sont prises par le titulaire pour que les déchets ne puissent en aucun cas s'échapper de leur contenant pendant le chargement et le transport.

Le titulaire doit informer le GSBdD, de toute anomalie qui pourrait nuire à la sécurité de l'enlèvement et du transport des déchets, et à la protection de l'environnement (risques d'épandage...).

Les récipients une fois entièrement vidés sont ensuite déposés à l'emplacement prévu.



Le titulaire assure la propreté des contenants et des abords immédiats ainsi que leur bon fonctionnement.

Concernant les bacs destinés aux biodéchets le titulaire procédera, une fois le bac vidé, à la mise en place de nouveaux sacs biodégradables. (en fonction du mode de traitement (centre de compostage agréé ou centre de méthanisation avec broyage par déconditionneur).

### **1.2.9 Garantie de traitement conforme à la réglementation**

Le titulaire du marché s'engage à éliminer chaque nature de déchets par un type de traitement conforme au code de l'environnement et d'une manière générale à toute réglementation qui entrerait en application au cours du marché.

Concernant les déchets dangereux et conformément aux dispositions des articles L541-1 et L541-2 du code de l'environnement, seuls les déchets ultimes, c'est-à-dire ne pouvant plus subir aucune opération de valorisation ou de recyclage, peuvent être stockés et éliminés (par incinération, traitement physico-chimique) dans les Centres de Stockages des Déchets ou résidus Ultimes, ou dans des centres spécialisés (pour confinement s'il y a lieu). Les autres déchets dangereux devront donner lieu à une valorisation matière (par régénération, distillation, décantation, centrifugation, traitement physico-chimique), énergétique ou agricole.

**Toute première collecte d'un type de déchet doit faire l'objet d'une analyse en laboratoire afin d'obtenir un certificat d'acceptation préalable (CAP).**

Une copie sera remise au chargé de prévention du site concerné.

**En aucun cas, le titulaire ne peut changer la destination et le type de traitement des déchets sans en avoir averti le GSBdD et obtenu l'accord du pouvoir adjudicateur.**

Le titulaire doit être en mesure d'éliminer efficacement et réglementairement les déchets collectés.

### **1.2.10 Démarche qualité et environnementale**

En début de marché, le titulaire, mettra en place une formation au tri des bio-déchets pour le personnel des organismes de restauration.

Au cours de la validité du marché et au moins une fois par an, le titulaire fournira aux organismes bénéficiaires des prestations, un bilan annuel à partir duquel il établira les ratios proposés dans son offre ainsi qu'un plan de progrès.

Ce dernier devra comporter :

- des axes d'amélioration de la démarche environnementale dans la gestion globale des déchets;
- des actions de sensibilisation au tri sélectif des bio-déchets et au gaspillage alimentaire,

- des nouveautés techniques permettant de réduire les coûts du tri et de la valorisation des déchets produits.

Toutes ces propositions feront l'objet d'une étude par le GSBdD avant transmission au pouvoir adjudicateur, pour validation et éventuellement établissement d'une modification de contrat.

## Article 2 - MODALITES DES TACHES A EXECUTER

### 2.1 *Périmètre des prestations*

Les prestations à effectuer sont celles décrites dans la FTVE, jointe à l'acte d'engagement. Elle porte sur le nombre, la capacité des récipients et les fréquences de collecte. Il est rappelé que pour **tous les sites le titulaire devra respecter la répartition géographique ou respect de points de collecte au sein de chaque unité.**

Un plan comprenant l'implantation des bacs sera réalisé par l'Administration et transmis à la notification. En cas de déplacement le plan sera ajusté.

### 2.2 *Nombre, capacité des récipients et tonnage estimatif annuel*

Le nombre et la capacité des récipients ainsi que les tonnages estimatifs annuels par nature de déchets sont précisés dans les FTVE.

Tous les conteneurs sont mis en place par le titulaire, à l'exception de ceux appartenant aux unités bénéficiaires. Leurs lieux d'implantation sont précisés sur le plan qui sera remis lors de la visite du site.

Les bons de pesées, établis à l'enlèvement des déchets feront seuls foi pour arrêter les quantités réellement collectées par type de déchets.

Concernant l'enlèvement des contenants pour les DD, le titulaire effectuera le remplacement des contenants pleins par le même type de contenants vides. Ce remplacement aura lieu immédiatement à la collecte si la mise à disposition de ces contenants est permanente.

### 2.3 *Fréquence des ramassages*

Les prestations doivent s'exécuter durant les heures ouvrables, à savoir :

Pour tous les lots :

du lundi au jeudi de 08 h 00 à 11 h 30 et de 13 h 00 à 16 h 30 ;

le vendredi de 08 h 00 à 11 h 30.

Aucune intervention ne s'effectue les samedis, dimanches et jours fériés.  
En cas de fermeture exceptionnelle du site, dont les dates sont fixées par le GSBdD, les prestations seront effectuées la veille, sauf accord conjoint avec le titulaire.

Le nombre estimatif de collectes par nature de déchets est précisé dans les FTVE.

Un planning exact des jours de ramassage par nature de déchets sera établi **conjointement entre le titulaire et le GSBdD, après prise en compte des spécificités de chaque site lors de la visite préalable.**

Concernant les ramassages prévus à la demande, dès que la capacité maximale d'un ou de plusieurs contenants est atteinte, l'autorité chargée du suivi de l'exécution du marché transmet au titulaire du marché, par courriel, un bon de commande avec la liste des déchets à éliminer. La prestation sera effectuée dans un délai de 5 jours ouvrés après notification du bon de commande par le GSBdD, ou à la date de début d'exécution précisée sur le bon de commande, ou en cas d'intervention d'urgence éventuelle, le délai est ramené à 2 jours ouvrés, après entente entre les parties par courriel avec AR.

Si l'échéance du délai tombe un samedi, dimanche, jour férié ou de fermeture exceptionnelle du site, l'échéance est reportée au premier jour ouvré suivant.

## Article 3 - SUIVIS DES DECHETS

### 3.1 *Enlèvement*

Au terme de chaque enlèvement le titulaire remet à l'autorité responsable du suivi de l'exécution du marché, un bon d'enlèvement. Il comporte la date de l'enlèvement, le site concerné, le type et le nombre de conteneur, la nature des déchets et le numéro d'identification du véhicule utilisé. Ce document, en double exemplaire, est signé par le représentant du titulaire et contresigné par le responsable de l'exécution du marché sur le site ou son représentant. Chaque partie conserve un exemplaire.

En cas de prestation « à la demande », le bon d'enlèvement doit faire référence au bon de commande correspondant.

### 3.2 *Pesée*

Le ticket de pesée indique le poids réel des déchets.

Le titulaire transmet à l'autorité chargée du suivi de l'exécution du marché le ticket de pesée sur lequel sont mentionnés le type et le poids de déchets enlevés, par site concerné.

Dans le cas de moyen équipé de système de pesée embarqué, le ticket est remis lors de la sortie du site, et doit permettre clairement l'identification du poids et du type de déchets enlevé sur le site.

Dans le cas d'autre moyen de pesée proposé dans son offre et accepté par le pouvoir adjudicateur, le titulaire doit produire les documents permettant de façon certaine l'identification du poids et du type de déchets enlevés sur les sites.

Dans le cas de conteneurs appartenant aux formations, le système de pesée proposé devra également être adaptée à ces dits conteneurs.

### **3.3 *Etat mensuel***

Le titulaire remettra au bénéficiaire un état mensuel indiquant les dates d'enlèvement, le type et le nombre de contenant vidés, le type de déchets, le lieu de vidage et le tonnage. S'il y a lieu, le titulaire fera apparaître les numéros des bordereaux de suivi des déchets.

### **3.4 *Documents relatifs aux déchets dangereux***

Le bordereau de suivi des déchets (BSD) est émis par le GSBdD pour le titulaire et **doit lui revenir impérativement dans un délai de :**

- **1 mois si le déchet est directement expédié à une installation finale,**
- **3 mois s'il passe par un centre de regroupement.**

Ce délai court à compter de la date de prise en charge des déchets. Le BSD (BSD CERFA n°12571\*01) permet au GSBdD de s'assurer de la traçabilité des déchets dangereux et de constituer une preuve de leur élimination. Le traitement subi doit y être mentionné.

Il doit être renseigné et visé par chacun des intermédiaires (producteur, collecteur, transporteur et exploitant de l'installation destinataire qui peut être un centre d'élimination, de regroupement ou de prétraitement) au moment de la prise en charge des déchets.

Si aucun traitement des déchets n'a été réalisé dans une période satisfaisante (1 et 3 mois), le titulaire adresse une nouvelle copie du bordereau au service du GSBdD ayant transmis le BSD, stipulant le devenir des déchets.

Les pénalités mentionnées à l'article 9.9.1 seront appliquées pour tout retard de transmission des BSD.

Si l'organisme qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, le titulaire doit en aviser sans délai le service du GSBdD ayant transmis le BSD en lui adressant une copie du bordereau de suivi mentionnant le motif du refus.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à avertir le responsable de l'exécution du marché de toutes les incidences susceptibles de modifier les procédures d'élimination.

Le BSD doit être conservé pendant cinq ans et présenté sur demande des instances de contrôles.

### **3.5 Le registre des déchets**

Au sens des dispositions de l'article R541-43 du code de l'environnement, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants et les exploitants des installations de transit de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets

Afin d'assurer la traçabilité des déchets, le service désigné du GSBdD tiendra obligatoirement ce registre dont le contenu est fixé dans l'arrêté du 29 février 2012.

Ce registre est conservé pendant au moins 3 ans.

Le titulaire transmettra à chaque bénéficiaire (producteur de déchets) les attestations telles que prévues aux articles D.543-284 (papier, métal, plastique, verre, bois, papier de bureau) et D.543-226-2 (bio-déchets) du code de l'environnement. Elle sera établie par site une fois par an avant le 31 mars.

### **3.6 Dématérialisation des registres des déchets et de la transmission des BSD**

Le titulaire devra se conformer aux dispositions du décret 2021-321 du 25 mars 2021 portant sur l'obligation de transmission des données au registre national des déchets et celles relatives à la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets, entré en vigueur au 01/01/2022.

La plateforme TRACKDECHET (système de gestion des bordereaux de suivi des déchets) est une application libre d'utilisation et gratuite mise à disposition pour assurer la traçabilité des déchets.

Ces dispositions sont conditionnées à la parution d'un arrêté conjoint entre le Ministère de la Transition Ecologique et le Ministère des Armées.

Dans l'attente sa parution, aucun prestataire ne peut imposer de nouvelles conditions commerciales ou contractuelles, ni l'utilisation de TRACKDECHET aux entités du Ministère des Armées.

Les formulaires CERFA restent donc les seuls documents acceptés pendant la période transitoire.

FIN DU DAF\_2023\_000493